

Afghanistan

Mise à jour

Corinne Troxler

Weyermannsstrasse 10
Postfach 8154
CH-3001 Bern

Für Paketpost:
Weyermannsstrasse 10
CH-3008 Bern

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

PC-Konto
30-16741-4
Spendenkonto
PC 30-1085-7


Berne, le 11 décembre 2006

Indications sur l'auteur:

Corinne Troxler a étudié l'histoire, les sciences politiques et le droit international à l'Université de Zurich. Elle jouit d'une longue expérience de la procédure d'asile en tant que représentante des œuvres d'entraide. Dans le cadre d'un stage, elle a rédigé des documents thématiques, des expertises et des informations pour l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Depuis août 2006, elle travaille comme assistante au séminaire historique de l'Université de Lucerne. Sa thèse porte sur les conflits inter-pachtoune en Afghanistan. Du 27 octobre au 2 novembre 2006, Corinne Troxler a voyagé en Afghanistan avec une délégation suisse et participé à des rencontres avec diverses personnalités publiques. D'assez longs entretiens ont par exemple eu lieu avec les gouverneurs des provinces de Balkh, Samangan et Parwan, ainsi qu'avec le président du Parlement Junus Khanuni.

Impressum

EDITE PAR

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
case postale 8154, 3001 Berne
Tél. 031 / 370 75 75
Fax 031 / 370 75 00
E-mail: INFO@ osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP: 30-1085-7

AUTEUR

Corinne Troxler

TRADUCTION

Sabine Dormond


LANGUES

Français, allemand

PRIX

Fr. 15.— y compris 2,4 % de TVA, frais de port en sus

COPYRIGHT

© 2006  Organisation suisse d'aide aux réfugiés, Berne
copie et impression autorisées avec mention de la source.

Sommaire

1	Introduction	1
2	Situation politique	1
3	Sécurité.....	2
4	Constitution et système judiciaire.....	5
5	Droits de l'homme: groupes à risque	6
6	Situation socioéconomique	9
	6.1 Groupes vulnérables	11
7	Retour	12

1 Introduction

Cinq ans après la chute du régime des Talibans, de larges franges de la population afghane ont perdu confiance en le gouvernement et en la communauté internationale. Les **conditions de sécurité qui ne cessent de se dégrader** et la **résistance** croissante opposée par les **Talibans**, la montée en flèche de la **production d'opium** et de la traite **d'êtres humains**, ainsi que la **corruption** très répandue parmi les autorités et les commandants de groupes armés illégaux, constituent les principaux problèmes du moment. Les progrès très lents observés dans la mise en œuvre d'institutions et de structures étatiques, ainsi que dans la reconstruction du pays, ont contribué encore davantage à la désillusion de la population afghane.¹

Certains fonctionnaires afghans dépendent toujours de la protection des troupes internationales, car ils risquent encore d'être **persécutés** en Afghanistan. Par ailleurs, certains **groupes de personnes vulnérables** ont tout lieu de s'inquiéter pour leur santé et leur intégrité corporelle en cas de retour.

La présente mise à jour se rattache à celle de février 2006. Elle se concentre sur les développements observés depuis lors sur le plan de la sécurité et de la situation des personnes de retour.

2 Situation politique

Ratifié le 31 janvier 2006 par la communauté internationale et le gouvernement afghan, le pacte intitulé *Afghanistan Compact* définit le programme politique et le calendrier pour les cinq prochaines années, en vue d'atteindre des objectifs aussi importants que la sécurité, la conduite du gouvernement, l'Etat de droit, les droits de l'homme, ainsi que le développement économique et social.

Le rapport sur l'avancement de la mise en œuvre de ce pacte a également révélé certains points faibles. Ceci mis à part, il est clairement apparu entre-temps que ni le gouvernement afghan, ni la communauté internationale, n'ont réussi à remplir même approximativement les attentes de la population afghane. Plus personne ne s'étonne de constater que l'influence du Président Karzai et de son gouvernement ne s'étend plus aujourd'hui «que jusqu'aux murs du siège présidentiel». «Au Sud et à l'Est, le gouvernement et l'ISAF (*International Security Assistance Force*) ont perdu le fameux combat pour les cœurs et les têtes.»² Pourtant, la **dégradation des conditions de sécurité**, ainsi que la **frustration et la colère qui montent** un peu partout en Afghanistan, sont surtout l'expression des négligences, de l'abandon d'une grande partie du pays, d'un développement qui progresse au ralenti et d'une misère criante.

Fin novembre 2006, le Ministre pakistanais des Affaires étrangères Khurshid Kasuri a sommé l'OTAN de négocier avec les Talibans et de suspendre l'envoi de nouvelles

¹ UN Security Council, Report of the Security Council mission to Afghanistan, 11 to 16 novembre 2006, 04.12.06, source: www.un.org/Docs/sc/missionreports.html.

² NZZ du 23 novembre 2006, «Nie gab es so viel Korruption – Düstere Bilanz von vier afghanischen Politikern fünf Jahre nach der Vertreibung der Taliban».

troupes:³ dès le mois d'octobre, le gouverneur de l'Helmand et les troupes britanniques de l'OTAN ont conclu avec des tribus locales et les Talibans un accord de cessez-le-feu pour un district d'Afghanistan. Cet accord a pu servir de précédent pour d'autres provinces. Il admet la défaite militaire, prévoit le retrait des troupes britanniques et reconnaît les Talibans comme des acteurs politiques. En se retirant, les troupes britanniques ont abandonné les positions de l'OTAN aux Talibans⁴. Lors d'une rencontre organisée à la fin novembre 2006, les pays membres de l'OTAN ont décidé de ne plus mettre de troupes à disposition pour l'Afghanistan. Des experts de l'Afghanistan déplorent cette décision qui conduit au renforcement des Talibans et accroît l'influence de pays voisins tels que le Pakistan.⁵

3 Sécurité

Le **Département fédéral des Affaires étrangères** met actuellement en garde contre les conditions de sécurité précaires: «Les altercations violentes entre seigneurs de guerre rivaux, les attaques à main armée, les innombrables mines et obus non éclatés, ainsi que, dans certaines régions, les affrontements entre troupes étrangères et combattants talibans font peser des risques non calculables sur la sécurité des voyageurs.»⁶

L'**U.S. Department of State** relève que les capacités des autorités afghanes à maintenir l'ordre et à garantir la sécurité des civils sont limitées. Les voyages dans toutes les régions d'Afghanistan, y compris Kaboul, sont jugés dangereux à cause des opérations militaires, des mines, des bandits, des rivalités entre tribus ou groupements politiques armés, ainsi que des attentats terroristes.⁷

Les **forces de sécurité afghanes** (police, armée) ne sont toujours pas en mesure d'assurer la sécurité de la population civile dans l'ensemble du pays. C'est du moins ce qui ressort d'un rapport du Ministère américain de la défense daté de novembre 2006. Cette incapacité est due à un manque d'effectif, d'armement, de formation et de discipline, mais aussi à la corruption et au mépris des droits de l'homme (par exemple arrestations arbitraires en cas de refus de céder au racket⁸). La police ne peut même pas s'acquitter de ses tâches de routine. L'inefficacité et la corruption chronique affectent même le Ministère de l'Intérieur.⁹

³ Ahmed Rashid, Accept Defeat by Taliban, Pakistan tells Nato, Daily Telegraph 29.11.06.

⁴ Carlotta Gall / Abdul Waheed Wafa, For better or worse. Afghan deal holding, International Herald Tribune (IHT) 02./03.12.06.

⁵ Ahmed Rashid, NATO's failure portends a wider war, IHT 01.12.06.

⁶ DFAE, conseils aux voyageurs: Afghanistan, état: 08.12.06, source: www.eda.admin.ch.

⁷ USDS, Travel Warning: Afghanistan, état: 08.12.06, source: <http://travel.state.gov>.

⁸ IWPR, Afghan Recovery Report: Afghan police part of the problem, 01.06.06.

⁹ Implementation of the Afghanistan Compact Benchmarks: March-August 2006, source: www.reliefweb.int/library/documents/2006/govafg-afg-08nov3.pdf, p. 3; General Assembly Security Council, «The situation in Afghanistan and its implications for peace and security», 11.09.06, p. 7, source: www.ecoi.net/file_upload/225_1159976601_afghanistan.pdf; James Glanz / David Rohde, Kabul gets poor grade on policing of country, IHT du 04.12.06.

Les **forces de sécurité étrangères**. La sûreté du pays dépend toujours des troupes américaines et des troupes de l'OTAN.¹⁰ Les forces de combat internationales ont augmenté leur effectif à 31'000 hommes et modifié les compétences. Début octobre 2006, l'ISAF (*International Security Assistance Force*) de la coalition américaine a repris le commandement de tout le territoire afghan. Elle contrôle désormais les provinces Est de Kunar, Nuristan, Laghman, Nangarhar, Paktia, Paktika et Khost.¹¹ Dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom*, 8000 autres soldats américains restent mobilisés pour la lutte contre les rebelles, ainsi que pour la formation des forces de sécurité afghanes.¹² A titre de comparaison: près de 40'000 membres des troupes de l'OTAN ont été stationnés au Kosovo en 1999, après les bombardements de l'OTAN, alors que la région est à peu près 60 fois plus petite que l'Afghanistan.¹³ De vastes contrées d'Afghanistan restent ainsi sans protection effective. La population y est livrée à son sort.¹⁴

Les **milices et seigneurs de la guerre locaux**. Fin septembre 2006, on dénombrait dans l'ensemble des 34 provinces 5557 groupements armés illégaux liés ou non au gouvernement.¹⁵ Le programme de dissolution des groupements armés illégaux n'a donc guère porté de fruits. Seules 616 armes dont la moitié environ ne fonctionnaient plus ont été remises par 41 commandants sur 137 et 16 haut fonctionnaires sur 42.¹⁶ Or, il en circulerait plus d'un million rien que dans les provinces Nord.¹⁷

Les **milices tribales**. Alors que le gouvernement veut faire avancer un programme de désarmement dans l'ensemble du pays, des milices tribales ont été réactivées dans les régions frontalières du Sud-Est.¹⁸

La **sécurité et le trafic de stupéfiants**. La production d'opium a augmenté de près de 60% entre 2005 et 2006. Les seigneurs de guerre ne sont pas les seuls à se financer avec l'argent de la drogue; c'est aussi le cas des groupements rebelles. L'essor du trafic d'opium contribue à l'intensification des hostilités.¹⁹

La **situation à l'Est/au Sud**. La situation reste très, voire extrêmement risquée dans plusieurs provinces.²⁰ Selon des renseignements datant de septembre 2006, cinq centres de rebelles sont identifiés au Sud et à l'Est: l'aile des Hezb-e-Islami

¹⁰ United States Institute of Peace (USIP): Beth Ellen Cole und Kiya Bapai: Afghanistan Five Years Later: What Can the United States Do To Help?, novembre 2006, source: www.usip.org/pubs/usipeace_briefings/2006/1109_afghanistan_taliban.html.

¹¹ British Agencies Afghanistan Group (BAAG): BAAG Afghanistan Monthly Review Oct 2006, 06.11.06, source: www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/KKEE-6VAS5P?OpenDocument, p. 4.

¹² NZZ du 6 octobre 2006, p. 1, «Die Nato für ganz Afghanistan verantwortlich».

¹³ Agence France Press (AFP): Sylvie Briand: Afghanistan waits for peace five years after the fall of Taliban, le 11 novembre 2006, source: www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/SODA-6VH9F7?OpenDocument.

¹⁴ NZZ du 8 novembre 2006, p. 5, «Droht Afghanistan eine Spaltung?».

¹⁵ Implementation of the Afghanistan Compact Benchmarks: March-August 2006, source: www.reliefweb.int/library/documents/2006/govafg-afg-08nov3.pdf, p. 7.

¹⁶ General Assembly Security Council, «The situation in Afghanistan and its implications for peace and security», 11.09.06, p. 6; IWPR, «Afghan Disarmament a Never-Ending Process», 12.05.06.

¹⁷ IWPR, «Afghan Disarmament a Never-Ending Process», 12.05.06.

¹⁸ IWPR Afghan Press Monitor, Afghan government reactivating tribal militias, 14./15.05.06.

¹⁹ IRIN, Afghanistan: Five years after the Taliban, Afghans take stock, 18.10.06.

²⁰ Afghanistan Information Management Service (AIMS), Afghanistan UN security accessibility map, 20.06.06, source: www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/CMAS-6TVSLS?OpenDocument.

conduite par Gulbuddin Hekmatyar dans la province de Kunar et les environs; le commando Nord des Talibans dans les provinces de Nangarhar et Laghman; le réseau conduit par Jalaluddin Haqqani dans les provinces de Khost et Paktia; les Wana Shura à Paktika et le commando Sud des Talibans dans les provinces de Zabul, Kandahar, Hilmand et Uruzgan.²¹

La **situation au Nord / à l'Ouest**. La sécurité est particulièrement précaire au Sud et à l'Est, mais de violents affrontements éclatent sans cesse entre les potentats locaux aussi dans d'autres parties du pays.²² Jusqu'à l'été 2006, des attaques ont également été signalées en dehors de la région des Talibans (Helmand, Uruzgan, Zabul et Kandahar), dans les provinces de Nimruz, Nuristan et Wardak (à 40 kilomètres de Kaboul).²³

La **situation à Kaboul**. L'éclatement de violence suite à un accident de la circulation dont un soldat américain s'est rendu responsable le 29 mai 2006 à Kaboul a révélé combien la situation est tendue, même dans la capitale. Frustration et colère constituent aujourd'hui encore un dangereux potentiel. Plusieurs attentats à la bombe, attentats à la roquette et attentats suicides ont eu lieu à Kaboul en 2006. Ils ont fait des morts parmi les forces de sécurité et les civils.²⁴ Le **Ministère allemand des affaires étrangères** signale actuellement que des attentats, des tirs et des actes de violence peuvent se produire même à Kaboul, surtout de nuit.²⁵

Perspective. Depuis leur «résurgence» fin 2006, les Talibans ont constamment étendu leurs zones d'influence en direction de Kaboul. Des réseaux islamiques installés au Pakistan les soutiennent financièrement en leur fournissant des armes et des possibilités de repli.²⁶ Fin octobre 2006, la présence des Talibans a été signalée à Ghazni, une localité à une heure de route de Kaboul environ.²⁷ Depuis, il est devenu évident que les Talibans disposent d'une force capable de mettre en difficulté même les troupes de l'OTAN les mieux armées.²⁸ On dirait qu'ils ont assez de personnel et de munitions pour poursuivre leurs attaques pendant tout l'hiver et le printemps prochain dans certaines parties du pays.²⁹ Une offensive hivernale a d'ailleurs été annoncée.³⁰ D'après les chefs de tribu des régions voisines, les Talibans recru-

²¹ General Assembly Security Council, «The situation in Afghanistan and its implications for peace and security», 11.09.06, p. 2.

²² British Agencies Afghanistan Group (BAAG): BAAG Afghanistan Monthly Review Oct 2006, 06.11.06, source: www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/KKEE-6VAS5P?OpenDocument, p. 3; Action Contre la Faim (ACF), «Afghanistan: octobre 2001 – octobre 2006», source: www.actioncontrelafaim.org/pdf/DP_Afgha.pdf, p. 12; IRIN, UN calls for strengthening of disarmament process following deadly clashes, 29.10.06.

²³ IWPR Afghan Recovery Report, Afghanistan: A long bloody summer ahead, 15.06.06.

²⁴ Carlotta Gall: Pakistan – Link Seen in Afghan Suicide Attacks, le 14 novembre 2006, source: http://nytimes.com/2006/11/14/world/asia/14afghan.html?_r=1&th&emc=th&oref=slogin; Radio Free Europe/Radio Liberty, 30.09.06, «Suicide Bomber Kills at Least 12 In Kabul», source: www.rferl.org/featuresarticle/2006/9/1b7a191e-6448-4c66-b819-1db045ec3987.html; British Agencies Afghanistan Group (BAAG): BAAG Afghanistan Monthly Review Oct 2006, 06.11.06, p. 1f.

²⁵ Auswärtiges Amt, Reisewarnung: Afghanistan, état: 08.12.06. source: www.auswaertiges-amt.de.

²⁶ International Crisis Group, Pakistan's tribal areas: Appeasing the militants, 11.12.06.

²⁷ The Observer: Jason Burke: Taliban plan to fight through winter to throttle Kabul, 29.10.06, source: <http://observer.guardian.co.uk/world/story/0,,1934251,00.html>.

²⁸ NZZ du 26.10.06, p. 5, «Die Internationale Schutztruppe im afghanischen Treibsand».

²⁹ United States Institute of Peace (USIP): Beth Ellen Cole und Kiya Bapai: Afghanistan Five Years Later: What Can the United States Do To Help?, novembre 2006, source: www.usip.org/pubs/usipeace_briefings/2006/1109_afghanistan_taliban.html.

³⁰ NZZ 08.11.06, p. 9, «Der Ex-Botschafter der Taliban bereut nichts».

tent à tour de bras et préparent une offensive de grande envergure qui ouvrira de nombreux fronts au Sud au printemps prochain. Les avis divergent quant à leur objectif : les uns affirment qu'il ne faut pas s'attendre pour le moment à une prise militaire de Kaboul et que les Talibans comptent seulement déstabiliser encore davantage le gouvernement Karzai.³¹ D'autres estiment par contre que leur but est la prise de Kaboul et le renversement du Président Karzai.³²

4 Constitution et système judiciaire

L'Etat afghan n'a toujours pas réussi à appliquer les réformes visées dans le domaine judiciaire. Le système juridique ancré dans la nouvelle Constitution n'a pas encore été mis en œuvre.³³ **On ne peut pas parler d'un système judiciaire fonctionnel.**³⁴ D'anciens seigneurs de guerre accusés de violations des droits de l'homme et d'implication dans le trafic d'opium occupent toujours de hauts postes gouvernementaux. Il règne un climat d'impunité et de non droit.³⁵ Le «plan trisannuel» que le Président Karzai a lancé début décembre 2006 pour «la paix, la réconciliation et la justice» doit déboucher sur la reconnaissance des victimes de conflits (occupation russe de 1978 à 1989, guerre civile de 1989 à 1994, règne des Talibans de 1994 à 2001), renforcer les institutions gouvernementales, favoriser l'établissement de la vérité et de la réconciliation et promouvoir l'institution d'un mécanisme permettant d'identifier les responsables.³⁶

Le personnel de la Justice ne jouit pas d'une formation suffisante et les salaires ne sont pas versés régulièrement.³⁷ Dans l'optique de la population afghane, le gouvernement a manqué l'occasion de bâtir un nouvel ordre plus équitable. Pour les raisons susmentionnées, de larges franges de la population ont perdu confiance dans le système judiciaire.³⁸ A cause de la corruption très répandue, les citoyens ne peuvent se fier ni à la police, ni à la justice. Le droit a fait place au chantage et aux abus.³⁹

La déception et l'insatisfaction que la situation générale inspire à la population afghane se sont encore accentuées depuis février 2006. Elles constituent un terreau

³¹ The Observer: Jason Burke: Taliban plan to fight through winter to throttle Kabul, 29.10.06, source: <http://observer.guardian.co.uk/world/story/0,,1934251,00.html>.

³² Ahmed Rashid, NATO's failure portends a wider war, International Herald Tribune du 01.12.06.

³³ NZZ du 30.09/01.10.006, p. 5, «Sima Samar fordert Gerechtigkeit in Afghanistan».

³⁴ Qantara Newsletter du 21.11.06, «Afghanistan five years after Taliban: In the Grip of the Jihadists», source: http://qantara.de/webcom/show_article.php/_c-476/_nr-678/i.html.

³⁵ Humanitarian Policy Group (hpg), Frahnaz Karim, Humanitarian action in the new security environment: policy and operational implications in Afghanistan, source: www.reliefweb.int/library/documents/2006/odihpg-afg-30sep.pdf.

³⁶ IRIN, Afghanistan: Action plan for justice launched, 11.12.06.

³⁷ General Assembly Security Council, «The situation in Afghanistan and its implications for peace and security», 11.09.06, p. 11.

³⁸ IRIN, Afghanistan: Five years after the Taliban, Afghans take stock, 18.10.06.

³⁹ United States Institute of Peace (USIP): Beth Ellen Cole und Kiya Bapai: Afghanistan Five Years Later: What Can the United States Do To Help?, novembre 2006, source: www.usip.org/pubs/usipeace_briefings/2006/1109_afghanistan_taliban.html.

fertile pour le recrutement par des groupements extrémistes.⁴⁰ Le **commando Sud des Talibans** a entre-temps commencé à mettre en place des **tribunaux et administrations civils parallèles** dans sa zone d'opération.⁴¹ Contrairement à la Justice officielle de l'Etat afghan, ces tribunaux infligent des peines draconiennes. Une grande partie de la population les considère d'ores et déjà comme la meilleure solution.⁴²

5 Droits de l'homme: groupes à risque

D'après une estimation faite par le HCR en septembre 2006, certains ressortissants afghans ont toujours lieu de craindre des persécutions dans leur pays; d'où la nécessité d'une protection internationale.⁴³

Surveiller et documenter les violations des droits de l'homme ne fait pas partie des priorités du gouvernement Karzai. L'organisation de défense des droits de l'homme *Afghan Independent Human Rights Commission (AIHRC)* s'en charge dans l'ensemble du pays. En 2006, le HCR a renforcé son partenariat avec elle.⁴⁴ En 2004, le Président Karzai avait omis d'y nommer neuf membres pour les cinq années à venir. Si l'*AIHRC* fonctionne encore à l'heure actuelle, avec certaines restrictions dues au manque de sécurité au Sud et au Sud-Est du pays, c'est uniquement parce que sept des anciens membres de la commission ont reconduit leur mandat.⁴⁵

Le respect des droits de l'homme continue à poser problème dans les domaines suivants:

- La lutte contre le terrorisme s'accompagne d'arrestations arbitraires commises notamment par les troupes américaines et leurs alliés.⁴⁶
- La discrimination des femmes est profondément enracinée dans la société.
- Il y a peu d'espoir de justice pour les victimes de violations des droits de l'homme présentes et passées.⁴⁷
- En Afghanistan, certaines «fautes» sont toujours punies par la peine de mort.⁴⁸

⁴⁰ Swiss Peace: FAST Update – Afghanistan, Semi-annual Risk Assessment, December 2005 to May 2006, p. 6, source: www.isn.ethz.ch/pubs/ph/details.cfm?lng=en&id=18338.

⁴¹ General Assembly Security Council, «The situation in Afghanistan and its implications for peace and security», 11.09.06, p. 2.

⁴² Qantara Newsletter du 21 novembre 2006, «Afghanistan five years after Taliban: In the Grip of the Jihadists», source: http://qantara.de/webcom/show_article.php/_c-476/_nr-678/i.html.

⁴³ HCR, considérations humanitaires en lien avec le retour en Afghanistan, mai 2006, source: www.unhcr.at/pdf/1782.pdf.

⁴⁴ HCR: Situation en Afghanistan – mise à jour opérationnelle, septembre 2006, p. 5.

⁴⁵ General Assembly Security Council, «The situation in Afghanistan and its implications for peace and security», 11.09.06, p. 10.

⁴⁶ Amnesty International, rapport annuel 2006, Asie et Pacifique.

⁴⁷ Amnesty International, rapport annuel 2006, Asie et Pacifique.

⁴⁸ Amnesty International, rapport annuel 2006, Asie et Pacifique.

Voici entre autres des groupes ou particuliers qui ont été spécialement menacés encore en 2006 par les acteurs gouvernementaux, non gouvernementaux et internationaux:

Les **forces de sécurité afghanes** figurent parmi les groupes cibles des rebelles, notamment lors des attentats-suicides. Lors d'innombrables attaques, il y a eu des victimes dans leurs rangs.⁴⁹

Les **étrangers / collaborateurs d'ONG** sont la cible d'enlèvements ou de meurtres.

Les **journalistes** qui ont investigué sur des irrégularités et qui les ont dénoncées ont été mis sous pression, menacés, intimidés ou incarcérés pour une période indéterminée par des collaborateurs du gouvernement, par le service secret afghan, par les seigneurs de la guerre régionaux ou par les Talibans. Ceux qui rédigent ou publient des articles «anti-islamiques » s'exposent à une condamnation par la cour de justice de Kaboul.⁵⁰

Les **femmes** sont de moins en moins bien acceptées. Aucune n'occupe un poste de ministre dans le nouveau Cabinet.⁵¹ Globalement, la condition de la femme se dégrade. Pour la population afghane, l'assassinat de Safiye Amajan a démontré une fois de plus que l'Etat ne protège pas les militantes du progrès.⁵² En février, Samia Sadat, députée de la Chambre du peuple (Wolesi Jirga) pour la province de Parwan, a réchappé de justesse à un attentat. Sima Samar, ancienne ministre du gouvernement Karzai, a récemment déclaré avoir reçu des menaces de mort. Depuis, elle ne se déplace plus qu'en voiture blindée et en saurait se permettre une promenade en plein air.⁵³

Depuis 2001, les progrès ont été minimes dans le domaine des droits des femmes.⁵⁴ La violence domestique est très répandue. Le nombre de femmes mariées de force qui s'immolent par désespoir a augmenté dans des proportions drastiques depuis 2003. Le nombre de meurtres dits d'honneur est également en hausse. Les autorités afghanes donnent rarement suite aux plaintes déposées par des femmes. Beaucoup de femmes sont livrées à leur sort.⁵⁵ Presque aucune institution n'a pour mission de les protéger.

⁴⁹ British Agencies Afghanistan Group (BAAG): BAAG Afghanistan Monthly Review Oct 2006, 06.11.06, p. 1-2.

⁵⁰ Committee to Protect Journalists (CPJ): Afghanistan 2005; IRIN, Afghanistan: Rights body condemns violence against journalists, 13.02.06; IRIN, Afghanistan: Press watchdog unhappy at new media restraints 21.06.06; IWPR Afghan Recovery Report, Afghan media rail against censorship plan, 28.06.06; IRIN, No safety for journalists, 19.09.06.

⁵¹ Swiss Peace: FAST Update – Afghanistan, Semi-annual Risk Assessment, December 2005 to May 2006, p. 9, source: www.isn.ethz.ch/pubs/ph/details.cfm?lng=en&id=18338.

⁵² Amnesty International: Afghanistan: Killing of Safiye Amajan violates laws of war and signals need for protection of activists, 26.09.06; Amnesty International: Afghanistan: UN Security Council mission must ensure international commitment to human rights is long term, 10.11.06.

⁵³ NZZ du 30.09.06, p. 5, «Sima Samar fordert mehr Gerechtigkeit in Afghanistan».

⁵⁴ Amnesty International, rapport annuel 2006, Asie et Pacifique; Der Tagesspiegel online, 12.11.06, «Das Leiden der Frauen – 'Feuertod' in Afghanistan».

⁵⁵ BBC News, «No 'real change' for Afghan women», 31.10.06; IRIN, Honour killings on the rise, 15.09.06.

Le personnel sanitaire a reçu à plusieurs reprises des menaces de mort à prendre au sérieux. Plusieurs personnes travaillant dans le domaine de la santé ont été assassinées.⁵⁶

Les **personnes déplacées** sont de plus en plus nombreuses et le ravitaillement peine à suivre. Les combats qui font rage dans le Sud de l'Afghanistan ont dernièrement mis en fuite entre 80'000 et 90'000 habitants des provinces de Kandahar, Uruzgan et Helmand. A ce nombre s'ajoutent quelque 116'400 personnes déplacées précédemment suite aux conflits ou à la sécheresse.⁵⁷

Les **personnes qui renient l'islam pour se convertir** à une autre religion risquent la peine de mort. Cette sentence a notamment été prononcée contre Abdul Rahman dont le cas a attiré l'attention du monde entier en mars 2006.⁵⁸ Trois autres cas d'apostasie ont par la suite été recensés en 2006. Les trois personnes ont été contraintes de quitter l'Afghanistan.⁵⁹

Les **homosexuels** peuvent également, dans les cas extrême, encourir la peine de mort, l'homosexualité étant perçue comme un crime.⁶⁰

Des **enseignants et des élèves** ont été menacés, assassinés ou exécutés publiquement. Des écoles sont incendiées ou sommées de fermer leurs portes sous la menace d'actes de violence.⁶¹ Comme elles sont près de 300 à avoir dû fermer suite à des intimidations et à des attaques, près de 200'000 élèves ont à nouveau été privés d'instruction.⁶² Alors qu'on a recensé au total 99 attaques dirigées contre des écoles en 2005, il y en avait déjà eu 202 entre janvier et juillet 2006.⁶³ Les Talibans ont dressé une liste de 30 «règles». Deux de ces points menacent tous les enseignants qui travaillent sous le «régime des marionnettes».⁶⁴

Des **défenseurs des droits de l'homme** sont menacés ou directement abattus. Ce fut notamment le cas de Safiye Amajan, la présidente du Ministère pour les questions des femmes.⁶⁵

⁵⁶ Implementation of the Afghanistan Compact Benchmarks: March-August 2006, source: www.reliefweb.int/library/documents/2006/govafg-afg-08nov3.pdf, p. 118.

⁵⁷ IRIN, Afghanistan: More assistance needed for 80'000 displaced by southern conflict», 04.10.06.

⁵⁸ Radio Free Europe/Radio Liberty, 28.03.06, «HRW says Thousand of Afghan Christians Fear Execution».

⁵⁹ General Assembly Security Council, «The situation in Afghanistan and its implications for peace and security», 11.09.06, S. 10.

⁶⁰ SFH-Auskunft, 12.09.06, «Afghanistan: Homosexualität – Gesetze, Rechts- und Alltagspraxis», S. 3, source: www.osar.ch.

⁶¹ Human Rights Watch (HRW): The Taliban's War on Education: Schoolgirls are still under fire in Afghanistan, 31.07.06; Sign and Sight, A new layeha for the Mujahideen, 29.11.06, source: www.signandsight.com/features/1071.html.

⁶² IRIN, Afghanistan: Five years after the Taliban, Afghans take stock, 18.10.06.

⁶³ General Assembly Security Council, «The situation in Afghanistan and its implications for peace and security», 11.09.06, S. 9.

⁶⁴ Sign and Sight, A new layeha for the Mujahideen, 29.11.06, source: www.signandsight.com/features/1071.html.

⁶⁵ Amnesty International, rapport annuel 2006, Asien und Pazifik.

Des **fonctionnaires du** gouvernement, dont plusieurs actuels ou anciens gouverneurs ou collaborateurs de la Justice, ont été menacés entre autres par des lettres anonymes (*Night Letters*) ou assassinés, quand il n'ont pas réchappé à des attentats-suicides.⁶⁶

Les **personnes de retour** sont très souvent victimes de violations des droits de l'homme. En plus des difficultés économiques auxquelles ils sont confrontés, les groupes de personnes vulnérables doivent en outre résister à des attaques.⁶⁷ Les enlèvements de rapatriés fortunés et de membres de leurs familles sont en augmentation.⁶⁸

Les **civils** paient un lourd tribut. Selon des estimations, plus de 3700 personnes, dont environ 1000 civils, ont perdu la vie depuis janvier 2006. Pour beaucoup de régions, il n'y a pas de chiffres fiables. Le nombre d'incidents commis par des groupements rebelles ou en lien avec le terrorisme a quadruplé durant ce laps de temps. Fin septembre 2006, il fallait s'attendre à environ 600 «incidents» violents par mois en Afghanistan.⁶⁹ *Human Rights Watch* a récemment reproché à l'OTAN de mettre la population civile encore plus en danger avec ses manœuvres.⁷⁰

6 Situation socioéconomique

Plus de la moitié des Afghans vivent en dessous du seuil de pauvreté. En Afghanistan, près de 2,5 millions de personnes se voient confrontées à un manque de nourriture saisonnier ou même chronique.⁷¹ Selon des estimations, environ un tiers de la population afghane n'a aucun accès assuré à la nourriture, à l'eau potable ou au logement.⁷² L'infrastructure économique de l'Afghanistan est insuffisante, même cinq ans après le règne des Talibans.⁷³

Accès au travail. Les conditions de sécurité précaires et la corruption répandue freinent aussi le développement économique. D'après les estimations de 3500 commerçants afghans, les investissements reculent.⁷⁴ Le taux de chômage frise les 40 %.⁷⁵ A côté des activités indépendantes et des jobs occasionnels, le travail payé à la journée représente la principale source de revenu de près de 30 % des familles. La main-d'œuvre peu ou pas qualifiée trouve du travail surtout dans le secteur informel. Or,

⁶⁶ Swiss Peace: FAST Update – Afghanistan, Semi-annual Risk Assessment, December 2005 to May 2006, S. 4. source: www.isn.ethz.ch/pubs/ph/details.cfm?lng=en&id=18338.

⁶⁷ Boris Panhölzl, «Humanitäre Lage in Kabul – Eine Auswertung internationaler sourcen», In: Informationsverbund Asyl e.V., «Zur Lage in Afghanistan», p. 14.

⁶⁸ IWPR: Afghan Recovery Report: Crime and Corruption Undermine Investment, 19.10.06.

⁶⁹ Le *Joint Coordinating and Monitoring Board* est composé de membres du gouvernement afghan, de représentants de ses appuis à l'étranger et de délégués des Nations unies. BBC, Afghan conflict death quadruple, 13.11.06; IRIN, Growing insurgency and booming opium trade major challenges, 13.11.06.

⁷⁰ IRIN Afghanistan: Interview with UN Humanitarian Coordinator Ameerah Haq, 27.06.06; IRIN, Afghanistan: Civilians caught in escalating southern conflict, 28.06.06; NZZ du 30.10.06, p. 2, «Tote bei neuen Gefechten in Afghanistan».

⁷¹ IRIN: Afghanistan: Five years after the Taliban, Afghans take stock, 18.10.06.

⁷² Amnesty International, rapport annuel 2006, Asie et Pacifique.

⁷³ Neues Deutschland, 18.11.06, «Kinderkrankenhaus in Kabul hofft auf Hilfe».

⁷⁴ IWPR: Afghan Recovery Report: Crime and Corruption Undermine Investment, 19.10.06.

⁷⁵ Amnesty International, rapport annuel 2006, Asie et Pacifique.

ce dernier se caractérise par une forte insécurité et une grande irrégularité. Les travailleurs qualifiés ont également de la peine à trouver un poste, mais ils sont généralement bien mieux rémunérés. En Afghanistan, le marché de l'emploi est petit et stagnant.⁷⁶

Logement. Kaboul s'est beaucoup étendue depuis 2001. Mais la croissance démographique dépasse largement l'expansion de la capitale, ce qui se traduit par une raréfaction du logement, ainsi que par des loyers qui prennent l'ascenseur. En même temps, les conditions de vie se sont dégradées ces dernières années pour beaucoup d'habitants de Kaboul. La très large majorité des quartiers (environ 70 % du territoire de la ville) est composée de lotissements informels sans statut légal.⁷⁷ Les hommes seuls ont notamment de la peine à trouver un logement à Kaboul, car les propriétaires les considèrent comme potentiellement dangereux.⁷⁸

Propriété privée et foncière. A la campagne et dans les villes, la reconnaissance de la propriété privée et foncière ne va pas sans problèmes. De nombreuses parcelles sont âprement convoitées et il est fréquent que plusieurs personnes détiennent un titre de propriété pour une seule et même parcelle. Certains font valoir à titre rétroactif des droits vieux de plusieurs décennies.⁷⁹

Accès à la formation. Depuis le début 2006, les conditions de sécurité précaires ont eu des répercussions négatives sur l'accès à la formation. Fin juillet 2006, 5,2 millions d'élèves étaient inscrits dans l'ensemble du pays; c'est un grand progrès par rapport aux 775'000 élèves inscrits en 2001, à la fin du règne des Talibans. Mais aujourd'hui encore, moins de la moitié des filles en âge d'aller à l'école primaire sont scolarisées.⁸⁰

Accès aux soins médicaux. Des progrès ont été accomplis dans ce domaine, mais les grandes distances et la situation peu sûre de nombreux Afghans entravent encore l'accès aux soins médicaux. Il y a toujours un manque de personnel qualifié.⁸¹ De nombreux patients n'ont pas les moyens de se payer les traitements disponibles. Les personnes souffrant de maladies chroniques, graves ou contagieuses ou de troubles psycho-traumatiques n'ont pratiquement aucun moyen de se faire soigner. Les rares traitements proposés à très peu d'endroits sont totalement insuffisants.⁸²

⁷⁶ IWPR Afghan Recovery Report, Jobless face grim future, 13.07.06; Action Contre la Faim (ACF), avril 2006, p. 36-39, citation tirée de: Boris Panhölzl, «Humanitaire Lage in Kabul – Eine Auswertung internationaler Quellen», In: Informationsverbund Asyl e.V., «Zur Lage in Afghanistan», p. 14; Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU), Urban Livelihoods in Afghanistan, Oct. 2006, source: www.areu.org.af.

⁷⁷ Boris Panhölzl, «Humanitaire Lage in Kabul – Eine Auswertung internationaler sourcen», In: Informationsverbund Asyl e.V., «Zur Lage in Afghanistan», p. 9-10.

⁷⁸ Un seul monde – Le magazine de la DDC sur le développement et la coopération, juin 2006, «Leben in Kabul als Single», p. 22, http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_de_91405.pdf.

⁷⁹ IWPR Afghan Recovery Report, Rival land claims could stoke tensions in North, 12.10.06.

⁸⁰ Human Rights Watch: The Taliban's War on Education: Schoolgirls are still under fire in Afghanistan, 31. Juli 2006, http://hrw.org/english/docs/2006/08/21_afghan14057_txt.htm.

⁸¹ Implementation of the Afghanistan Compact Benchmarks: March-August 2006, www.reliefweb.int/library/documents/2006/govafg-afg-08nov3.pdf, p. 118.

⁸² HCR, «Considérations humanitaires en lien avec le retour en Afghanistan», mai 2006, source: www.unhcr.at/pdf/1782.pdf; Neues Deutschland, 18.11.06, «Kinderkrankenhaus in Kabul hofft auf Hilfe».

Crises humanitaires. A cause du volume très inégal des précipitations tombées durant l'hiver 2005/06, de vastes régions d'Afghanistan souffrent d'un manque d'eau potable. Le problème concerne environ 90'000 personnes dans les provinces Nord de Samangan, Faryab, Jawazjan, Sari Pul, Balkh, Kunduz, Badghs, Baghlan et Takhar. Comme dans ces régions l'agriculture dépend de l'eau de pluie, la situation pourrait virer à une crise majeure si aucune aide humanitaire n'est déployée.⁸³ Durant la même période, la province Est de Nangarhar a connu un véritable déluge. Des milliers de personnes sont touchées et dépendent des secours d'urgence.⁸⁴

6.1 Groupes vulnérables

Les groupes de personnes suivants ne devraient pas retourner en Afghanistan, à moins de pouvoir compter sur des proches ou des membres de leur famille **capables et désireux de les soutenir et de les protéger durablement** (résumé du rapport «Considérations humanitaires en lien avec le retour en Afghanistan» établi par le HCR en mai 2006).⁸⁵

Les femmes non accompagnées. Les conditions sociales sont particulièrement dures pour les femmes non accompagnées. Indépendamment du fait qu'il est beaucoup plus difficile pour une femme de subvenir à ses besoins, de nombreux problèmes se posent en lien avec les règles traditionnelles de comportement social. Ainsi, une femme qui a perdu son mari est souvent mariée à l'un des frères du défunt – même si celui-ci est déjà marié. Le risque d'exploitation sexuelle et de mariage forcé est particulièrement élevé pour les femmes seules.

Les mères séparées sans soutien de famille. Comme les familles monoparentales ne peuvent pas recourir au soutien de l'Etat, il ne leur est possible de vivre en Afghanistan que si l'adulte peut s'adonner à une activité lucrative qui lui permette de subvenir à ses besoins et à ceux des enfants.

Les personnes âgées non accompagnées. Quand les personnes âgées ne peuvent plus subvenir à leurs besoins, elles survivent par la mendicité. En Afghanistan, il n'existe pas de possibilité de logement ou d'hébergement pour les personnes âgées.

Les mineurs non accompagnés. Les enfants sont en principe considérés comme spécialement vulnérables. En Afghanistan, ils sont de plus en plus nombreux à travailler, surtout dans la tranche d'âges des 8 à 14 ans chez les garçons et des 8 à 10 ans chez les filles. Par ailleurs, les enfants sont souvent victimes d'abus sexuels.⁸⁶

Les victimes de la violence (y compris sexuelle) et les personnes traumatisées. En Afghanistan, les possibilités de traitement ou d'encadrement des personnes traumatisées sont rares ou liées à des conditions bien précises. Des méthodes de

⁸³ Famine Early Warning System Network (FEWS NET), FEWS Afghanistan: Food Security Warning 08.11.06 – Drought causes food and water shortages in north, 08.11.06, www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/EK0I-6VE9TV?OpenDocument.

⁸⁴ IRIN, Afghanistan: Lethal floods strike the east, 10.11.06.

⁸⁵ UNHCR, «Humanitäre Erwägungen im Zusammenhang mit der Rückkehr nach Afghanistan», mai 2006, source: www.unhcr.at/pdf/1782.pdf.

⁸⁶ Voir aussi Fn. 60.

traitement inappropriées entraînent souvent une grave péjoration de l'état de santé. A part un hôpital à Kaboul, ce sont surtout les ONG étrangères qui proposent des soins «psychologiques» ou «psychothérapeutiques».

Les personnes souffrant de maladies physiques/mentales chroniques, graves ou contagieuses. A cause de l'état déplorable du système sanitaire, les personnes ayant besoin d'un suivi médical constant ne devraient pas retourner en Afghanistan. Cela concerne en particulier les personnes souffrant de graves handicaps ou de malformations congénitales; les aveugles et les malvoyants, les personnes sourdes ou muettes; les personnes mutilées par des mines ou autres armes de guerre; les personnes accidentées et celles qui sont durablement diminuées physiquement suite à des maladies telles que la polio ou la méningite.

7 Retour

Recul des retours volontaires. Depuis 2002, quelque 3,7 millions d'Afghans sont retournés chez eux avec l'aide du HCR et un million sans aide officielle.⁸⁷ En 2006, le nombre de rapatriés a baissé de 60 %.⁸⁸ Ce recul s'explique d'une part par la dégradation de la sécurité et par la mauvaise situation socio-économique. D'autre part, il se peut que la plupart des Afghans désireux de retourner dans leur pays d'origine l'aient déjà fait auparavant. En septembre 2006, ils étaient déjà 125'000 (2005: 295'000) à être revenus d'Iran et du Pakistan. Il en reste toujours environ 3,5 millions en exil.⁸⁹ Au Pakistan et en Iran, une nouvelle campagne d'enregistrement a été lancée en 2006. Les réfugiés afghans reçoivent maintenant des papiers d'identité attestant qu'ils sont des ressortissants afghans domiciliés au Pakistan ou en Iran.⁹⁰ En 2006, on trouvait parmi les rapatriés davantage de personnes au bénéfice d'une bonne formation, surtout dans les domaines de l'ingénierie, de la médecine et de l'enseignement. Le pays a besoin de ces gens pour la reconstruction.⁹¹

Situation des rapatriés. Le manque de droits économiques et sociaux représente le principal obstacle à une intégration durable, aussi bien pour les déplacés que pour les personnes de retour.⁹² La plupart des rapatriés s'établissent dans les grandes villes. Outre le manque de sécurité, ils se voient généralement confrontés au chômage, à la pénurie de logement, aux défaillances du système de santé et aux lacunes du système scolaire.⁹³ Les rapatriés sont de surcroît très souvent victimes de violations des droits de l'homme.⁹⁴

⁸⁷ IRIN, Afghanistan: More assistance needed for 80'000 displaced by southern conflict, 04.09.06.

⁸⁸ IRIN, Voluntary refugee returns down by 60 percent, 04.09.06; HCR: Situation en Afghanistan – mise à jour opérationnelle, septembre 2006, source: www.unhcr.org.

⁸⁹ HCR: Situation en Afghanistan – mise à jour opérationnelle, septembre 2006, p. 1.

⁹⁰ HCR: Situation en Afghanistan – mise à jour opérationnelle, septembre 2006, p. 2-3.

⁹¹ IRIN News: «Afghanistan: More professionals going home», 11.07.06.

⁹² General Assembly Security Council, «The situation in Afghanistan and its implications for peace and security», 11.09.06, S. 9.

⁹³ IRIN, Implementation of the Afghanistan Compact Benchmarks: March-August 2006, le 4 septembre 2006, p. 145, source: www.reliefweb.int/library/documents/2006/govafg-afg-08nov3.pdf.

⁹⁴ Boris Panhölzl, «Humanitäre Lage in Kabul – Eine Auswertung internationaler Quellen», In: Informationsverbund Asyl e.V., «Zur Lage in Afghanistan», p. 14.

Requérants d'asile en Suisse / pratique des autorités. Au total, 206 Afghans ont adressé une demande d'asile entre janvier et la fin octobre 2006. Fin octobre, on dénombrait en Suisse 1'360 requérants d'asile originaires d'Afghanistan, dont 802 titulaires d'une admission provisoire. Ils étaient 207 à avoir obtenu cette admission dans le courant de l'année. Les demandes de 463 personnes étaient encore en souffrance. Un seul rapatriement a été effectué entre janvier et octobre 2006.⁹⁵

Programme d'aide au retour. Le 1er octobre 2006, l'Office des Migrations (ODM) a démarré, en collaboration avec la Direction du développement et de la coopération (DDC) et l'Organisation internationale pour les Migration (OIM), un programme d'aide au retour et de réinsertion pour les personnes de retour en Afghanistan. Ce programme durera jusqu'au 30 septembre 2008. Il comprend un capital de départ (2000 francs pour les adultes et 1000 francs pour les enfants mineurs), ainsi qu'un soutien de 3000 francs au maximum pour les projets de réinsertion (6000 francs au maximum pour les familles).⁹⁶

Monitoring. Le HCR et le Ministère afghan pour les réfugiés et le rapatriement surveillent les personnes rapatriées d'Iran et du Pakistan, mais aussi celles qui reviennent en Afghanistan de gré ou de force.⁹⁷

⁹⁵ Office des Migrations, statistique, source: www.bfm.admin.ch.

⁹⁶ OIM, programme d'aide au retour en Afghanistan, source: www.ch.iom.int/programme/laenderprogramme/afghanistan.html.

⁹⁷ HCR: Situation en Afghanistan– mise à jour opérationnelle, septembre 2006, p. 5.